

Convention collective arrondissement

IDCC : 1387. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
DES FLANDRES-DOUAISIS**

(20 mai 1986)

(Etendue par arrêté du 31 décembre 1986,
Journal officiel du 13 janvier 1987)

■ *Journal officiel* du 19 décembre 2006

**Arrêté du 8 décembre 2006 portant extension d'un accord conclu
dans le cadre de la convention collective des industries métallur-
giques des Flandres-Douais (n° 1387)**

NOR : SOCT0612479A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1986 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 28 mars 2006, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres-Douais du 20 mai 1986 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 25 juin 2004, relatif aux salaires (annexes n°s 1 à 3 bis), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 16 septembre 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres-Douais du 20 mai 1986 et à l'exclusion

du secteur de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 25 juin 2004, relatif aux salaires (annexes n^{os} 1 à 3 *bis*), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

L'article 1^{er}-2 est étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles 10, 13 et 14 de l'accord national « métallurgie » du 15 mars 2001, relatif aux contrats de travail ayant pour objet de favoriser l'insertion dans l'emploi.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 2006.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n^o 2004/35, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.